

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes
ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-
durable.gouv.fr

Prouvy, le 17/02/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Partie nominative

VM BUILDING SOLUTIONS SAS

Rue Jean Jacques Rousseau
59950 Auby

Affaire suivie par : Radia OUTIMJICHT
Téléphone : 03.27.21.31.84
Courriel : radia.outimjicht@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2025-V1-454
Code AIOT : 0007003839

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 02/12/2025 de l'établissement VM BUILDING SOLUTIONS SAS implanté Rue Jean Jacques Rousseau 59950 Auby. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Radia OUTIMJICHT, Unité départementale du Hainaut, V1, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. Meurisse, responsable HSE du site d'Auby

M. Molédous, directeur du site
Mme Graveline, technicienne de laboratoire

Le courriel d'échange avec l'administration est Stephane.Meurisse@vmbuildingsolutions.com.

Rédacteur

OUTIMJICHT

Signature numérique de

OUTIMJICHT

Date : 2026.02.05 11:06:42
+01'00'

L'inspecteur de l'environnement
OUTIMJICHT Radia

Vérificateur

L'inspecteur de l'environnement,
spécialité Installations classées



Julien DEVROUTE

Approbateur

Marie
GRUET
marie.gruet

Signature
numérique de
Marie GRUET
marie.gruet
Date : 2026.02.17
14:07:48 +01'00'

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 02/12/2025 de l'établissement VM BUILDING SOLUTIONS SAS implanté Rue Jean Jacques Rousseau 59950 Aubry, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Valeurs limites d'émission des eaux PLUVIALES** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021 article : 7.2

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Collecte des effluents - Isolement avec les milieux** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2007 articles : 4.2.4.1 et 4.3.5- délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Prouvy, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VM BUILDING SOLUTIONS SAS

Rue Jean Jacques Rousseau
59950 Aubry

Références : 2025-V1-454
Code AIOT : 0007003839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement VM BUILDING SOLUTIONS SAS implanté Rue Jean Jacques Rousseau 59950 Aubry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VM BUILDING SOLUTIONS SAS (ex UMICORE)
- Rue Jean Jacques Rousseau 59950 Aubry
- Code AIOT : 0007003839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VM Building Solutions (VMBSO) est spécialisée dans la fabrication de divers produits en

zinc ainsi que dans le laminage de plaques de zinc :

- production de laminés naturels (2 alliages) et bilaqués : bobines feuilles, rouleaux ;
- production de façonnés en zinc naturel, bilaqués et prépatinés : gouttières, tuyaux, faîtages, couvre-joints, bandes diverses,

L'organisation de la production s'articule autour de :

- une unité de laminage des plaques de zinc ou des lingots d'alliages de zinc, équipée de fours de fusion et de laminoirs ;
- une unité de zinguerie fabricant des produits en zinc.

La production est organisée en ensemble dénommés ME (Mini Entreprise) notamment :

- Fusion- Coulée - Laminage (ME1) - cet ensemble renferme les installations suivantes :
 - Fours : à induction (DEMAG, RUSS), 2 STEIN, four de maintien ;
 - 1 machine de coulée ;
 - 2 laminoirs (dégrossisseur, finisseur).
- Parachèvement (ME2) - cet ensemble renferme les installations suivantes :
 - Deux lignes de refendage des bobines permettant de produire des bobines de zinc de diverses longueurs et largeurs ;
 - Une ligne de planage-débitage des feuilles de zinc ;
 - Une ligne de réenroulage des bobines en rouleaux couvertures.
- Zinguerie (ME3)

Cette unité renferme les lignes à gouttières et tuyaux, des presses plieuses et profileuses :

- Lignes de productions de façonnés long (gouttières, tuyaux, ...) ;
 - Lignes robotisées de production d'accessoires (coudes, naissances, ...) ;
 - Plieuses et rouleuses.
- Expéditions (ME4)

Un bâtiment permet le stockage de produits finis en attente de chargement.

- Autres Unités (ME5) : laboratoire, maintenance, bureaux administratifs, ...

Le site a connu un changement de propriétaire en 2017 avec le rachat de la société par une entreprise belge FEDRUS International. Le groupe est une entreprise familiale à 70% qui compte 475 salariés. Le groupe est spécialisé dans la production et la distribution de membranes EPDR pour toitures terrasses et toitures végétalisées. Une nouvelle organisation a été mise en place en avril 2018. Le groupe compte en France 3 sites :

- Les sites de Auby et Viviez qui disposent de fonderies et laminoirs ;
- Le site de Bray-et-Lû.

Le principal fournisseur en zinc de la société VM Building Solutions est la société Nyrstar (95% de l'approvisionnement en zinc). Ces deux sociétés ont été scindées en 2006 en deux entités distinctes. Le zinc arrive sous forme de cathodes de zinc sorties de l'électrolyse. Pour le reste, le zinc arrive sous forme de lingots.

Le site d'Auby compte 200 personnes pour une production de 150 000 tonnes par an.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2007. L'instruction du dossier de réexamen IED a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'APMD du 20/11/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecte des effluents - Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 06/07/2007, articles 4.2.4.1 et 4.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Valeurs limites d'émission des eaux PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives dans l'immédiat :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 4.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une non-conformité réglementaire et une proposition de mise en demeure a été faite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des effluents - Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2007, articles 4.2.4.1 et 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : <u>Article 4.2.4.1- APC du 06/07/2007</u> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. <u>APC du 06/07/2007 Article 4.3.5- - Localisation des points de rejet</u>

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet unique qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1
Coordonnées	Gare d'eau
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit maximal journalier (m ³ /j)	Pas de débit fixé par temps sec
Débit maximum horaire (m ³ /h)	Pas de débit fixé par temps sec
Exutoire du rejet	Canal de la haute Deûle via la gare d'eau
Traitement avant rejet	oui
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Canal de la haute Deûle

Constats :

Historiquement, la société VMBSO et Nyrstar, le site industriel voisin, faisaient partie d'un même et unique site industriel anciennement dénommé « UMICORE ». De ce fait, les réseaux historiques étaient tels que les effluents industriels pluviaux provenant de la partie du site actuellement exploitée par VMBSO étaient dirigés dans le réseau de collecte de Nyrstar avant d'être traités par la station d'épuration in situ dont l'exutoire final est le Canal de la Haute Deûle.

Toutefois l'article 4.2.4.1 de l'APC de Nyrstar du 16/07/2012 prescrit que : « *Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel. A cet effet, les effluents du site voisin UMICORE ne transitent plus par le site de l'exploitant à compter du 31 décembre 2013.* »

Au moment de la séparation d'UMICORE en deux ICPE distinctes, pour des raisons historiques, techniques et financières, le fonctionnement initial de gestion des eaux pluviales a été maintenu. Mais il a été acté que les exploitants devaient ensuite gérer leurs effluents indépendamment. D'ailleurs les VLE prescrites au site VMBSO correspondent à des VLE pour un rejet direct dans le milieu naturel (Cf point de contrôle N°3). Il s'avère que les exploitants n'ont pas respecté cette échéance du 31 décembre 2013.

Les eaux pluviales du site VMBSO sont collectées et traitées comme suit :

Les eaux arrivent par 2 tuyaux de collecte qui alimentent la station de refoulement. Une pompe renvoie les eaux vers un dégraisseur/dessableur puis en gravitaire vers une fosse de relevage. Cette fosse déborde par surverse dans le bassin principal de récupération des eaux pluviales de 2255 m³ où les eaux sont stockées avant envoi vers Nyrstar. A réception de l'accord de Nyrstar suite à une demande d'envoi, la procédure est enclenchée. Une pompe de capacité 100 m³/h située dans la fosse de relevage est alors mise en marche. A la fin du transfert, l'enceinte est cadenassée et les données relatives au transfert (date, volume) sont enregistrées sur un fichier de suivi. Des analyses sont réalisées en amont du transfert. La décision de transfert vers Nyrstar est prise en accord avec ce dernier pour un certain volume.

Les deux exploitants ont déposé un dossier de porter à connaissance, reçu en préfecture le 25 novembre 2021 pour VMBSO, en vue de poursuivre cette gestion historique des eaux pluviales de VMBSO.

Or, les eaux pluviales de VMBSO étant très chargées (point développé au point de contrôle suivant), ces eaux sont donc considérées comme des eaux résiduelles industrielles et leur

traitement par un autre site industriel est donc visé par la rubrique 2750 :

- Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation : (A - 1)

Par ailleurs, le site VMBSO étant un site soumis à la directive IED, une autre rubrique IED est nécessaire pour Nyrstar pour le traitement de ses effluents liquides, la rubrique 3210 (rubrique créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 et modifiée par le Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014) :

- Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V (A-3)

Le traitement des eaux pluviales de VMBSO nécessite donc pour Nyrstar deux rubriques à autorisation dont une rubrique IED. Conformément à l'article R.122-2 du code de l'environnement, « I. – Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau. ».

Le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement présente les dispositions suivantes pour la catégorie 1 (ICPE) :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement, à l'exception des élevages intensifs de volailles ou de porcs mentionnés par la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement. c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. d) Les essais d'injection et de soutirage de CO2 en formation géologique d'une quantité inférieure à 100 kilotonnes, lorsqu'ils sont réalisés pendant la phase de recherche.

(*) Etablissement : ensemble d'installations relevant d'un même exploitant sur un même site.

La rubrique 3710 est donc visée par les projets soumis à évaluation environnementale systématique au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement.

Le traitement des effluents liquides de VMBSO par un autre site industriel nécessite donc pour ce dernier le dépôt d'une nouvelle autorisation. Or, à ce jour, aucun dossier d'autorisation n'a été déposé.

Fait avec suite 1 - L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral qui ne prévoit pas de traitement extérieur de ses effluents et impose « l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur ». La régularisation administrative de l'exploitant sur ce point repose soit par la mise en place d'une station de traitement physico-chimique par VMBSO, soit par l'autorisation d'une telle gestion qui nécessite dans les faits une demande d'autorisation environnementale préalable de Nyrstar, une convention entre les parties prenantes et l'acceptation de ce dispositif par l'administration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2007, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, EAU

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : APMD du 20/11/2023
- date d'échéance qui a été retenue : 6 mois/18 mois

Prescription contrôlée :

Article 4.3.1 – APC du 06/07/2007

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées
2. les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
3. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

Article 4.3.2 – APC du 06/07/2007

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité suffisante, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Ces eaux font l'objet d'un traitement (débourbeur – déshuileur au minimum). Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Constats :

Constats de l'inspection du 16/09/2022 :

Les principaux effluents provenant des activités du site sont les suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP toiture et EP voiries)
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches.

Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles.

Les eaux usées domestiques sont collectées soit dans des fosses septiques soit par des micro-station d'épuration.

Les eaux pluviales du site sont collectées et subissent un prétraitement.

Il n'y a pas de séparation des effluents eaux de toiture et eaux de voiries contrairement aux dispositions de l'article 4.3.2 ("*Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.*") – **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure .**

Le réseau des eaux pluviales est enterré sur une partie du site puis rejoint la fosse de relevage via 2 réseaux en diamètre 800. Les effluents du site passent un dégrilleur (retrait des matières plastiques) avant d'être prétraitées par un dégraisseur / dessableur qui permet l'évacuation des surnageants éventuels (huiles et graisses) ainsi que la décantation des éléments grossiers contenus dans les eaux pluviales. Une fois prétraitées, les eaux pluviales sont stockées dans un bassin principal de 2255 m³. Ce bassin est dédié à la rétention des eaux pluviales en attente de transfert vers les installations de traitement physico-chimique de Nyrstar (neutralisation à la chaux) et avant rejet au milieu naturel (cf planche photographique).

Les eaux pluviales de VMBSO sont dirigées par batch vers le bassin BEP de Nyrstar 3500 m³, après accord oral de Nyrstar qui indique le volume autorisé à l'instant t. En fonction de la pluviométrie, les volumes à traiter fluctuent.

Le registre du taux de remplissage du bassin au moment du transfert vers Nyrstar a été consulté. On constate que le bassin est parfois rempli comme le 06 octobre 2021 où le taux de remplissage était de 99%, suite à un problème de défaillance des pompes de relevage. Le système pourrait fonctionner avec une seule pompe. Néanmoins lors de cet incident aucune n'était fonctionnelle (maintenance ou dysfonctionnement).

Suite à cet incident, une alerte est transmise par courriel en cas de niveau haut sur le bassin.

La demande de transfert se fait aléatoirement lorsque le volume dans le bassin est supérieur à 200 m³ selon l'exploitant.

Observation 1.

L'inspection identifie une faiblesse dans la gestion des eaux pluviales avec une possible surcapacité du bassin, notamment en cas de blocage du transfert. Par ailleurs, le transfert ne fait pas l'objet de procédure ou de consigne écrite. Il convient de mener une réflexion afin de renforcer ce processus.

Le bassin de confinement des eaux pluviales sert également à confiner les eaux d'extinction incendie.

Fait Susceptible de suites 1. Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un mois, du bon dimensionnement du bassin de confinement sur la base de la note de doctrine de Gestion des eaux pluviales dans les ICPE soumises à Autorisation de la DREAL des Hauts-de-France.

Constats de l'inspection du 02/12/2025

L'exploitant a transmis par courriel du 13/05/2024 une étude de caractérisation des eaux pluviales afin de définir la qualité de ces eaux, et de définir si réellement des eaux pluviales sont non polluées afin de les rejeter directement dans le milieu naturel.

Pour rappel, les effluents pluviaux provenant du site VMBSO sont tamponnés dans un bassin sur site puis dirigés en discontinu dans un bassin de collecte de Nyrstar, le BEP, avant d'être traités par la station d'épuration in situ dont l'exutoire final est le Canal de la Haute Deûle. Le bassin de confinement des eaux pluviales sert également à confiner les eaux d'extinction incendie.

Afin de caractériser un maximum de flux d'eaux pluviales, 3 campagnes ont été menées sur 11 points de toiture et 7 points de voiries :



A savoir, les eaux de voiries sont de base considérées comme susceptibles d'être polluées car lessivant les sols et canalisant l'ensemble des flux d'eau du site. Elles sont également difficilement séparables.

Les points de prélèvements ont été choisis pour répondre aux considérations suivantes :

- choisir un maximum de points pour caractériser le maximum de zones de collecte
- pour les eaux de toiture : ces points couvrent à la fois des zones où une contamination aux métaux est probable car proches de sources de pollutions potentiels (proche Nyrstar ou proche de cheminées T12, T13 ou T42) et d'autres avec une contamination peu probable (points T36 ou T02).

Pour chaque point de prélèvement, trois campagnes différentes ont été réalisées :

- Une première campagne après une longue période, supérieure à une semaine, sans pluie (première pluie). L'objectif est de qualifier les eaux après une potentielle accumulation de polluants sur les toits ou voiries.
- Une deuxième campagne faisant suite à une journée préalable au moins de pluie (deuxième pluie). L'objectif est de qualifier les eaux après un premier lessivage des toitures et voiries
- La troisième, en première ou seconde pluie, dans l'objectif de confirmer les tendances et les fluctuations.

Des récupérateurs d'eaux pluviales ont été positionnés sur les toitures. Les prélèvements eaux de toiture et eaux de voiries ont été réalisés par VMBSO et les analyses ont été réalisées par un organisme accrédité COFRAC.

Les polluants mesurés sont ceux qui sont encadrés dans l'APC du 23/04/2021. Ceux-ci ont été analysés sous forme totale, fraction soluble et particulaire.

Les polluants mesurés sont : MES , DCO, DBO5, Phosphore total, Hydrocarbures totaux, Cr total, Fe, Cd, As, Ni, Zn, Pb, Mn, Cu, Hg, Fluorures, sulfates.

Afin d'affiner la caractérisation, les matières en suspension ont été filtrées et des analyses complémentaires ont été réalisées sur la partie soluble de ces particules. L'objectif est d'identifier, en plus de la quantité totale de polluants, les formes de pollution, permettant éventuellement à terme de mettre en place des mesures de prévention et/ou de traitement adaptées.

Les polluants mesurés sous forme filtrée sont : DCO, DBO5, Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc, Fer, Manganèse, Phosphore.

L'étude a également intégré une estimation des flux pour les EP de toiture. Cette estimation permet d'identifier les volumes d'eau potentiellement non pollués et les quantifier en volume et d'identifier les principaux contributeurs en pollution (si existants) et mettre en place une réflexion de séparation de ces eaux le cas échéant.

Le flux a été déterminé à partir de données météo représentatives (pour la pluviométrie cumulée en mm) et des surfaces collectées en toiture.

En conclusion la cartographie des eaux pluviales de toiture réalisée permet de mettre en évidence que :

- quelle que soit la campagne ou quel que soit le point de prélèvement, aucun échantillon de toiture n'est inférieur aux VLE, avec a minima toujours un paramètre supérieur aux VLE ;
- Tout échantillon confondu, les paramètres détectés supérieurs aux VLE sont Zinc, MES, DCO, Plomb, Cuivre et HCT ;
- Le zinc et les MES sont les principaux paramètres polluants présents dans les eaux de toiture ;
- Le zinc est supérieur aux limites sur tous les prélèvements et toutes les campagnes ;
- Le zinc des toitures est essentiellement sous forme soluble, un piégeage des MES, même intégral, serait insuffisant pour atteindre les VLE.

Les eaux pluviales de toiture présentent donc des concentrations toutes supérieures aux limites à minima sur un paramètre (zinc), il ne peut donc pas être considéré ces eaux comme non polluées. Ainsi, la cartographie des eaux pluviales n'a pas permis d'identifier de flux d'eaux pluviales non polluées. L'ensemble des eaux pluviales du site doit être traité avant rejet au milieu naturel et il n'est pas possible de distinguer les eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées.

Ce constat permet de répondre à la prescription de l'APMD du 20/11/2023 : « Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a et les diverses catégories d'eaux polluées. »

En conclusion, la séparation à la source des effluents eaux pluviales de toiture et voiries n'est pas pertinente. **Ceci permet de se conformer aux dispositions des articles 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2007 et 4 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Ce point de la mise en demeure peut donc être levé.**

La campagne des eaux pluviales de voiries met en évidence qu'un traitement physique des matières en suspension (exemple filtration) permettrait de réduire les concentrations pour une majorité de polluants, à l'exception du zinc ou du cadmium essentiellement sous forme soluble, qui resteraient au-dessus des valeurs limites. Un traitement chimique complémentaire de type coagulation/floculation/régulation du pH serait nécessaire pour insolubiliser les formes solubles du zinc et du cadmium et optimiser l'abattement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, EAU

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : APMD du 20/11/2023
- date d'échéance qui a été retenue : 12 mois

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2

L'article 4.3.8 « VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES » de l'arrêté préfectoral du 06/07/2007 est modifié comme suit :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Concentrations (mg/L) Maximale (moyenne sur 24h)
MES	1305	35
DBO5	1313	30
DCO	1314	40
Phosphore total	1350	20
Hydrocarbures totaux	7007	5
Cr total	1389	0,2
Fe	1393	10
Cd	1388	0,05

Paramètre	Code SANDRE	Concentrations (mg/L) Maximale (moyenne sur 24h)
As	1369	0.1
Ni	1386	0.1
Zn	1383	1
Pb	1382	0.2
Mn	1394	1
Cu	1392	0.1
Hg	1387	0.05
Fluorures	7073	15
sulfates	1338	330

(1) VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/1998

Constats :

Constats de l'inspection du 16/09/2022 :

Les mesures sont réalisées avant transfert vers Nystar.

Entre janvier 2021 et août 2022, on constate de gros dépassements récurrents pour plusieurs paramètres :

- DCO (pic à 250 mg/l en mai 2022)

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en DCO entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 40 mg/l	CONC MOYENNE DCO (mg/l)	CONC max DCO (mg/l)
2019	88	229
2020	96,2	221
2021	73,83	129

La concentration annuelle moyenne en DCO entre 2019 et 2021 est supérieure à 2 fois la VLE.

- HYDROCARBURES (2 gros dépassements en mars et oct 21)

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en hydrocarbures entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 5 mg/l	CONC MOYENNE hydrocarbures (mg/l)	CONC max hydrocarbures (mg/l)
2019	35	150,75
2020	22,12	79,6
2021	5,03	20,82

La concentration annuelle moyenne en hydrocarbures entre 2019 et 2020 est supérieure à 2 fois la VLE.

- Cd (17 gros dépassements) :

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en Cd entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 0,05 mg/l	CONC MOYENNE Cd (mg/l)	CONC max Cd (mg/l)
2019	1,82	5,49
2020	0,61	5,81
2021	0,15	0,29

La concentration annuelle moyenne en Cd entre 2019 et 2021 est supérieure à 2 fois la VLE.

- Pb (3 gros dépassements)

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en Pb entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 0,2 mg/l	CONC MOYENNE Pb (mg/l)	CONC max Pb (mg/l)
2019	0,45	1,75
2020	0,18	0,28
2021	0,17	0,49

La concentration annuelle moyenne en Pb en 2019 est supérieure à 2 fois la VLE.

- Zn (que des gros dépassements)

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en Zn entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 1 mg/l	CONC MOYENNE Zn (mg/l)	CONC max Zn (mg/l)
2019	31,15	55,44
2020	22,15	115,39
2021	11,9	25,8

La concentration annuelle moyenne en Zn entre 2019 et 2021 est supérieure à 2 fois la VLE.

- 1 gros dépassement en MES

Le relevé des concentrations moyennes et maximales en MES entre 2019 et 2021 est le suivant :

VLE = 35 mg/l	CONC MOYENNE MES (mg/l)	CONC max MES (mg/l)
2019	52,3	126
2020	36,8	104
2021	26,83	58,4

- Des dépassements en Cu (pas de gros dépassements) :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission qui lui sont imposées.

Constats de l'inspection du 02/12/2025

La consultation de GIDAF de 2023 à 2025 montre des dépassements pour les paramètres suivants :

Paramètre	Concentrations maximales autorisées (mg/L)	Dépassements
MES	35	2 dépassements
DCO	40	16 dépassements dont 4 gros dépassements
Hydrocarbures totaux	5	8 dépassements dont 4 gros dépassements
Cd	0,05	plusieurs dépassements (5 en 2025)
Zn	1	Toutes les valeurs sont en gros dépassements > 2 xVLE
Pb	0.2	2 dépassements

Le contrôle inopiné EAU du 18/03/25 a mis en évidence les dépassements suivants :

Paramètre	Concentrations maximales autorisées (mg/L)	Mesure
DCO	40	60
Zn	1	8,3

A noter que les VLE correspondent à un rejet direct dans le milieu naturel. Or, dans le cas présent, ces effluents sont d'abord traités par la STEP de Nyrstar avant rejet au milieu.

La cartographie des eaux pluviales avait mis en évidence qu'un traitement physique d'abattement des MES, de type classique filtration à sable, filtration sur disque, etc... devrait permettre de diminuer les concentrations de rejet pour notamment le cuivre, le plomb et les MES et d'éliminer partiellement le zinc et le cadmium en agissant sur la fraction particulaire. Néanmoins ce traitement ne serait pas suffisant pour garantir une élimination complète de la pollution particulaire. L'atteinte des normes de rejet sur le cadmium (substance dangereuse prioritaire) et le zinc devra nécessairement passer par un traitement à la fois physique et chimique avec injection de coagulant, floculant et régulation de pH, de manière à insolubiliser les formes actuellement solubles de ces 2 paramètres.

Une seconde étude a été transmise par courriel du 16/12/2024 afin de répondre aux dispositions relatives à l'étude technico-économique demandée dans l'APMD du 20/11/2023 et dans l'APC du 11/12/2023.

L'objectif de cette étude est d'évaluer la pertinence technique, économique et environnementale d'un traitement physico-chimique viable chez VMBSO afin d'abattre les concentrations en zinc et cadmium notamment dans les eaux pluviales.

Pour rappel, le transfert des effluents à traiter de VMBSO se fait par batch. La décision de transfert vers Nysrtar est prise en accord avec ce dernier pour un certain volume et après analyse préalable. Les données de 2022 à 2024 sont présentées ci-dessous :

	2022	2023	2024*
Nombre de transfert	102	122	55*
Volume moyen par transfert (m3)	338	411	496
Volume maximum par transfert (m3)	818	837	850
Total annuel transféré (m3)	34 431	50 179	27 328

*5 premiers mois

Les essais en laboratoire ont permis de tester dans un premier temps différentes techniques de filtration à partir du prisme des paramètres suivants : **zinc, MES et cadmium** et de retenir la technologie la plus pertinente.

3 technologies ont été utilisées avec plusieurs seuils de coupure :

- l'ultrafiltration composée de membranes céramiques,
- les toiles filtrantes sous forme de poches,
- Une colonne de filtration garnie de média filtrant (sable ou billes de verre) appelé lit de filtration.

Les essais réalisés ont montré que :

- la filtration sur poche ou toile filtrante est considérée comme non efficace quel que soit le seuil de coupure, et n'est donc pas une technologie retenue.
- L'ultrafiltration bien qu'efficace sur les premiers essais réalisés n'a pas été retenue par l'exploitant, cette technologie est complexe et coûteuse. Par ailleurs, l'exploitant a justifié qu'elle ne permet pas un abattement du zinc suffisant pour respecter les VLE prescrites (abattement de 70%). Le budget de cette solution a été estimé à 1,5 millions d'euros.
- **La solution bille de verre a été retenue** pour réaliser un essai complémentaire laboratoire avec l'ensemble des paramètres de l'AP qui ont été analysés.

Les résultats des analyses réalisées avec la filtration par lit de bille de verre présentait des résultats intéressants sur les MES (abattement de 58%), le zinc (abattement de 64%) et le cadmium (abattement de 53%). **Néanmoins, cette technique ne permettrait pas d'atteindre une VLE à 1 mg/L pour le zinc (on arrive à 2,28 mg/L).** Des essais industriels seraient nécessaires pour confirmer ou infirmer ces tendances.

L'approche technico-économique des solutions possibles a amené l'exploitant à envisager l'ensemble des solutions possibles dont celle d'un traitement intégral physico-chimique avec une STEP interne : coût estimé à 1716400 euros (coûts extrapolés à partir de la STEP du site VMBSO de Viviez). **L'exploitant conclut à la non pertinence technique, économique et environnementale de cette solution.**

Trois solutions sont donc étudiées au regard de l'efficacité évaluée en laboratoire. L'étude technico-économique porte principalement sur l'utilisation de médias filtrants à savoir le filtre à sable et le filtre à billes de verre. Le dimensionnement des équipements est réalisé en utilisant :

- l'acceptabilité actuelle de Nyrstar, c'est-à-dire des envois d'eau à un débit de 100 m³/h.
- la qualité d'eau prise en compte, et notamment des MES : 42 mg/l en pointe, représentant le

percentile 90 de la période 2022-2024, et 21 mg/l en nominal, moyenne de la période 2022-2024.

La filtration sur lit de verre donne des résultats intéressants.

L'exploitant propose de réviser certaines VLE imposées par l'APC de 2021 à l'aune des résultats qui pourraient être atteints par pré-traitement.

L'étude conclut sur les points suivants :

- D'un point de vue technique, le prétraitement par filtration de VMBSO apporterait une légère amélioration de la qualité des eaux en entrée Nyrstar mais ne serait pas nécessairement un atout important pour le respect d'un rejet conforme à l'acceptabilité du milieu naturel : abattements modérés mais inférieurs aux VLE prescrites en termes de taux d'abattement des polluants notamment pour le Zn;
- D'un point de vue environnemental, il n'est considéré aucun gain spécifique d'amélioration du milieu naturel car le traitement assuré par Nyrstar permet l'atteinte des VLE comme démontré dans le PAC de septembre 2021 ;
- d'un point de vue économique, l'impact pour VMBSO n'est pas négligeable. L'investissement estimé est de l'ordre de 590 k€. Le coût annuel (OPEX) est estimé à environ 60 k€/an, soit un coût de fonctionnement d'environ 1,4 €/m³.

Afin de justifier de la conformité avant rejet en milieu naturel et après traitement par Nyrstar, l'exploitant a transmis un dossier par courriel du 01/12/2025.

L'exploitant a présenté dans son dossier un état des lieux du volume mensuel envoyé par VMBSO pour traitement par Nyrstar et le volume mensuel rejeté par Nyrstar après traitement.

	2019	2020	2025
Volume total envoyé par VMBSO en m ³	27229	32535	20601
Volume sortie STEP Nyrstar en m ³	778924	958627	499782
Pourcentage de transfert	3,5 %	3,4 %	4,12 %

L'exploitant indique à partir de ces données que le volume annuel transféré par VMBSO représente en moyenne environ 4% du volume total annuel rejeté par la STEP de Nyrstar avec une fourchette mensuelle comprise entre 0,9% et 8,5%. S'agissant d'eaux pluviales, il y a une forte variabilité des volumes transférés à Nyrstar.

La consultation de ces données dans GEREP donne les pourcentages suivant : 5,2 % en 2021, 6,6 % en 2022, 7,7 % en 2023 et 7,9 % en 2024.

L'exploitant présente ensuite les résultats de son autosurveillance sur la période 2022-2025. Celle-ci met en évidence les éléments suivants :

- des VLE systématiquement respectées pour les paramètres suivants : DBO5, phosphore , sulfates, fluorures, arsenic, nickel, manganèse, mercure, chrome et fer ;
- des VLE respectées en moyenne annuelle mais avec quelques dépassements ponctuels. C'est le cas des MES, du plomb et du cuivre. En ce qui concerne le cuivre, le maximum ne dépasse pas le double de la VLE. C'est également le cas du plomb depuis 2023, grâce aux

actions de réduction à la source de Nyrstar car pour rappel, il n'y a pas d'utilisation de plomb sur le site de VMBSO. L'indice hydrocarbures était dans cette situation également sur la période 2022-2023 puis le prétraitement s'est dégradé en 2024 avant de s'améliorer en 2025 puisqu'aucun dépassement de VLE n'a été constaté ;

- des VLE non respectées en moyenne annuelle et dont le maximum dépasse le double de la VLE. C'est le cas du paramètre DCO et du paramètre cadmium. Néanmoins, les dépassements de VLE pour le cadmium diminuent, en nombre ou en concentration depuis 2022 grâce aux différentes actions de réduction à la source mises en place avec aucun dépassement de VLE sur l'année 2025. Pour rappel, il n'y a pas d'utilisation de cadmium sur le site de VMBSO ;
- **la VLE du zinc, systématiquement non respectée.**

Actions de réduction des pollutions à la source

L'exploitant décrit dans son dossier les actions de réduction à la source mises en place par

- **Nyrstar :**
 - Couverture de la plaine à minerais fin 2021 située de l'autre côté du mur séparatif Nyrstar /VMBSO ;
 - Déplacement de l'aire de nettoyage poids lourds qui était réalisé auparavant en limite de propriété VMBSO ;
- **VMBSO :**
 - En 2020, mise en place d'un bouchon sur un réseau non condamné entre Nyrstar et VMBSO pour éviter le retour d'EP ;
 - Ajout de nouvelles bavettes au niveau des racleurs en haut du dégraisseur / dessableur en 2021 pour limiter les mises en suspension de particules ou substances organiques précipitées ;
 - Maintenance plus poussée du dessableur / dégraisseur à partir de 2024 (hydrocarbures totaux) ⇒ mesures conformes en 2025 ;
 - En mai 2025 restauration du bouchon sur le tronçon existant entre Nyrstar et VMBSO suite à une fuite sur ce bouchon, pour éviter le retour d'eaux pluviales de Nyrstar vers VMBSO ;
 - curage du bassin de rétention des EP et du réseau des EP en juin 2025 ;
 - nettoyage régulier (1 fois par semaine) des voies de circulation et nettoyage complet (une fois par an) des ateliers ceci afin d'éviter que les poussières présentes au sein des ateliers puissent se retrouver en extérieur ;

Etude technico-économique d'un traitement intégral sur le site de VMBSO

L'étude réalisée précédemment a démontré qu'une partie non négligeable des métaux reste sous forme dissoute. De ce fait un traitement des effluents nécessite une action physico-chimique. Le coût d'investissement serait estimé à plus d'1,7 millions d'euros HT. Cette solution n'est pas retenue par l'exploitant.

Etude technico-économique d'un pré-traitement complémentaire

Une étude technico-économique de filtration des effluents a été réalisée. Les essais de traitabilité en laboratoire sur différentes technologies (toiles filtrantes, médias filtrants et membrane d'ultrafiltration) ont mis en évidence qu'un traitement par filtration ne permettrait pas d'atteindre les VLE en vigueur pour le zinc, ce qui ne permettrait pas un rejet au milieu naturel des effluents filtrés de VMBSO sans le traitement complet de la STEP de Nyrstar. L'exploitant décrit les inconvénients de cette solution dans son dossier d'un point de vue technique :

- ✓ le système actuel permet une maîtrise des flux (envoi par batchs) ;
- ✓ les effluents dépourvus de MES seraient un frein à une optimisation accrue du traitement

actuel, les MES favorisant la précipitation et la coagulation.

d'un point de vue environnemental :

- ✓ surconsommation d'énergie et de produits de coagulation par rapport à la situation actuelle ;
- ✓ impact sur le transport de camions supplémentaires pour l'évacuation des boues décantées ;
- ✓ pompage plus régulier du bassin EP.

d'un point de vue économique :

- ✓ Investissement de 195 €/kg Zn abattu pour un total de 456 000 € + OPEX = 1,4 €/m³ traité.

L'exploitant propose dans son dossier de nouvelles VLE à partir des capacités d'abattement de la STEP de Nyrstar :

- 99,36 % sur le mercure
- 99,87 % sur le cadmium
- 99,93 % sur le zinc
- 99,84 % sur le plomb

Pour rappel, la station de traitement des eaux de Nyrstar est une station physico-chimique basée sur le principe de précipitation du Gypse par ajustement de pH à la chaux. La capacité de traitement de la STEP est de 150 m³/h avec un temps de séjour hydraulique d'environ 80 heures. La STEP est alimentée par 7 typologies d'effluents de volumes et de qualités différentes :

- Les effluents industriels sont un mélange des effluents issus du fluogrillage, de la halle et du labo et sont envoyés vers la zone magnésie avec les filtrats du BZS où ils subissent une régulation du pH à la chaux dans 3 cuves en cascades.
- Les EP prétraitées de VMBSO rejoignent le bassin d'homogénéisation BEP de 3500 m³ où ils sont en mélange avec les effluents traités non conformes, les purges des TAR Hamon, ainsi que les eaux pluviales de Nyrstar (polluées).
- Les EP de lixiviation et électrolyse sont envoyés vers le bassin P1.
- Les retours en tête des filtrats du compactage des boues issues du bassin G4.

Le traitement principal est alimenté par batch à partir de l'ensemble de ces eaux. Il est constitué de 3 cuves de précipitation à la chaux en cascade, pilotées par des seuils de pH. Un flocculant est ajouté avant décantation dont le surnageant est envoyé vers les bassins gypse et les boues sont envoyées vers l'unité de compactage. L'eau issue des bassins gypse passe par un clarificateur et est rejetée au milieu naturel si les conditions de pH sont validées, sinon ils sont renvoyés dans le BEP qui alimente la STEP de Nyrstar à une moyenne de 35m³/h.

Avec un débit annuel moyen de 4 m³/h envoyé par VMBSO dans le BEP, les EP prétraitées de VMBSO représentent 11% des eaux du bassin BEP. Les volumes du bassin de tamponnement de VMBSO (2 255 m³) et du bassin d'homogénéisation de Nyrstar (3500 m³) permettent également de lisser la charge hydraulique à la station grâce aux systèmes d'alimentation par bâchées.

Dans son dossier l'exploitant indique que les dépassements de VLE de VMBSO n'ont pas d'impact sur le respect des VLE de Nyrstar et que le rejet au milieu naturel ne présente pas de dépassement récurrent qui pourrait être attribuable à la charge polluante issue de l'effluent VMBSO. Concernant les VLE proposées, celles-ci sont basées sur les principes suivants :

- des VLE avec une concentration moyenne annuelle et une concentration maximum à respecter sont proposées pour tenir compte des concentrations de pointe liées à la nature des effluents (eaux pluviales) ;
- lorsque la VLE en vigueur était toujours respectée, des VLE plus basses ont été proposées à la fois en concentration moyenne et concentration maximale ;

- Pour les MES, le cadmium, le plomb et le cuivre, la valeur actuelle de la VLE est gardée en concentration moyenne annuelle et est doublée en concentration de pointe ;
- des nouvelles valeurs basées sur l'acceptabilité de la STEP de Nyrstar sont proposées pour la DCO et le Zinc

A noter que des coefficients de sécurité sur la charge ont été appliqués :

	Réglementation en vigueur			Résultats récents			Proposition VLE convention Nyrstar-VMBSO	
Paramètre (concentration en mg/L)	VLE APC du 23/04/21	BREF NFM	AM du 2/2/98	Capacité de traitement STEP Nyrstar	Max vérifié VMBSO (2025)	Max vérifié VMBSO (2022-2025)	Moyenne annuelle	Max
MES	35		35		38		35	70
DCO	40		125		100		80	120
DBO5	30		30		9	14	20	25
Phosphore	20		10		0,4	1,5	5	10
Sulfates	330				200	307	200	300
Fluorures	15		15		0,5	0,5	3	5
Hydrocarbures	5		10		2,4		4,5	5
Arsenic	0,1	0,1	0,1		0,02	0,05	0,03	0,05
Cadmium	0,1	0,1	0,05	9	0,1		0,1	0,2
Nickel	0,1	0,1	0,2		0,02	0,07	0,03	0,05
Zinc	1	1	1,5	200	9,2		10	20
Plomb	0,2	0,2	0,2	5	9,2		10	20
Manganèse	1	1	1	5	0,37		0,2	0,4
Cuivre	0,1	0,1	0,2		0,15		0,1	0,2
Mercure	0,05	0,05	0,03	0,04	0	0,01	0,01	0,03
Chrome	0,2		0,2		0	0,01	0,01	0,1
Fer	10				0,67	1,08	2	5

En premier lieu, il convient de rappeler certains points favorables et défavorables :

Bien que les VLE soient celles pour un rejet direct vers le milieu naturel, le rejet de VMBSO est actuellement traité par Nyrstar préalablement. Cependant :

- ➔ Nyrstar n'est pas autorisé à recevoir les effluents de VMBSO. Ceci depuis plus de 10 ans ;
- ➔ Les rejets de Nyrstar sont parfois non-conformes ;
- ➔ Comme indiqué dans le point de contrôle N°1, la situation de VMBSO n'est pas conforme aux dispositions réglementaires.

Toutefois, concernant le volet spécifique de respect des VLE, l'inspection propose de reporter l'analyse de la conformité des VLE imposées à VMBSO en fonction du mode de traitement qui sera mis en place pour répondre à la proposition de mise en demeure du point de contrôle N°1.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

ANNEXE 1 : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Société VMBSO à Aubry
Inspection du 02/12/2025



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement
Réf : DCPI-BICPE/[]

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VM Building Solutions
de respecter les dispositions applicables
pour son établissement de Auby**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8 (déclaré), L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2007 accordant à la S.A. UMICORE France l'autorisation d'exploiter une usine de production et transformation de laminés et façonnés longs en zinc à AUBY;

Vu la déclaration informant du changement de dénomination sociale au profit de VM Building

Solutions SAS transmise en préfecture le 03/10/2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021 imposant des prescriptions complémentaire pour la poursuite d'exploitation du site VM Building Solutions (VMBSO) à Auby ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2023 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2007 susvisé, de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter à connaissance daté du 14 septembre 2021 relatif à la régularisation de la gestion des eaux pluviales du site VMBSO transmis en préfecture le 25 novembre 2021 ;

Vu la cartographie des eaux pluviales VMBSO – rapport R001-1620699-002PEA-V03 réalisé par TAUW France en date du 13 mai 2024 ;

Vu l'étude technico-économique de filtration des eaux pluviales – rapport R001 1622919 V03 réalisé par TAUW France en date du 11 décembre 2024 ;

Vu le rapport du [REDACTED] du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du [REDACTED] ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [REDACTED] ;

OU

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 02 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Historiquement, la société VMBSO et Nyrstar, le site industriel voisin, faisaient partie d'un même et unique site industriel anciennement dénommé « UMICORE ». De ce fait, les réseaux historiques étaient tels que les effluents industriels pluviaux provenant de la partie du site actuellement exploitée par VMBSO étaient dirigées dans le réseau de collecte de Nyrstar avant d'être traités par la station d'épuration in situ dont l'exutoire final est le Canal de la Haute Deûle. Or, depuis la séparation des deux sites, les arrêtés préfectoraux de VMBSO ne prévoient pas de rejet vers Nyrstar et d'ailleurs les VLE prescrites correspondent à un rejet direct vers le milieu naturel. Par ailleurs, Nyrstar n'est pas autorisé à traiter ces effluents conformément aux dispositions de l'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du site Nyrstar du 16 juillet 2012 : « *Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel. A cet effet, les effluents du site voisin UMICORE ne transitent plus par le site de*

l'exploitant à compter du 31 décembre 2013. ». Cette prescription a été prise étant donné l'absence de demande d'autorisation déposée par Nyrstar au titre de la rubrique 2750 (Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles) au moment où le site UMICORE a été scindé en deux. Or, le fonctionnement initial de gestion des eaux pluviales a été maintenu au-delà du 31 décembre 2013, à savoir que les eaux pluviales du site VMBSO sont collectées et toujours traitées par la station physico-chimique du site voisin Nyrstar ;

- L'exploitant a indiqué souhaité conserver le fonctionnement actuel et régulariser la situation précédemment décrite entre les deux établissements (Nyrstar France et VMBSO). A cet effet, les deux exploitants ont déposé respectivement un dossier de porter à connaissance en préfecture en 2021 et disposent d'une convention de déversement des eaux pluviales de VMBSO vers Nyrstar datée mars 2020 ;
- L'exploitant a transmis par courriel du 13/05/2024 une étude de caractérisation des eaux pluviales afin de définir la qualité de ces eaux, et de définir si réellement des eaux pluviales sont non polluées afin de les rejeter directement dans le milieu naturel. Cette cartographie des eaux pluviales du site VMBSO n'a pas permis d'identifier de flux d'eaux pluviales non polluées. Ainsi l'ensemble des eaux pluviales du site doivent être traités avant rejet au milieu naturel. Par ailleurs, cette étude a permis de démontrer que l'atteinte des valeurs limite d'émission imposées à VMBSO n'était pas réalisable sans traitement spécifique sur site pour certains paramètres, notamment le zinc. En effet, certains polluants étant partiellement ou principalement sous forme solubles, un traitement physico-chimique de précipitation est nécessaire ;
- Ainsi, bien que les effluents du site VMBSO soient des eaux pluviales issues du ruissellement et des toitures, leur teneur en métaux impliquent que leur traitement est visé par la rubrique 2750 « Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation » de la nomenclature des ICPE. VMBSO étant IED, leur traitement est également visé par la rubrique 3710 « Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V ». Or, la rubrique 3710 est visée par les projets soumis à évaluation environnementale systématique au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement.
- Par ailleurs, les dispositions réglementaires de l'exploitant VMBSO et notamment les articles 4.2.4.1 et 4.3.5 de son arrêté préfectoral du 06/07/2007 susvisé ne prévoient pas un traitement de ses effluents par un tiers non autorisé à cet effet ;
- Aussi, pour recevoir et traiter les effluents de VMBSO, Nyrstar doit préalablement obtenir une nouvelle autorisation. La régularisation administrative du traitement des effluents de VMBSO par la STEP du site Nyrstar passe donc pas le dépôt d'une nouvelle autorisation. Or, à ce jour, aucun dossier d'autorisation n'a été déposé par la société Nyrstar à cet effet ;
- L'étude technico-économique de filtration des eaux pluviales datée du 11 décembre 2024 a étudié la pertinence technique, économique et environnementale d'un traitement physico-chimique viable chez VMBSO afin d'abattre les concentrations en zinc et cadmium notamment dans les eaux pluviales. L'approche technico-économique des solutions possible a amené l'exploitant à envisager l'ensemble des solutions possibles dont celle d'un traitement intégral physico-chimique avec une station de traitement physico-chimique interne dont le coût a été estimé à 1716400 euros. Trois autres solutions ont été étudiées au

regard de l'efficacité évaluée en laboratoire. L'étude conclut que d'un point de vue technique, le prétraitement par filtration de VMBSO apporterait une légère amélioration de la qualité des eaux mais ne serait pas nécessairement un atout important pour le respect d'un rejet conforme à l'acceptabilité du milieu naturel. L'investissement estimé est de l'ordre de 590 k€. Le coût annuel (OPEX) est estimé à environ 60 000 euros par an, soit un coût de fonctionnement d'environ 1,4 euro par m³ ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.2.4.1 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 06/07/2007 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement dans le sens où l'absence de situation administrative conforme ne permet pas de garantir le dimensionnement et le fonctionnement efficace de la station de traitement collective et in fine l'absence d'impact sur le milieu naturel ;
4. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'Environnement en mettant en demeure la société VMBSO de respecter les dispositions des articles 4.2.4.1 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 06/07/2007 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1- Objet

La société VMBSO dont le siège social est situé Tour Altaïs, 3 place Aimé Césaire 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'établissement qu'elle exploite sis Rue Jean-Jacques Rousseau- 59950 AUBY (59).

L'exploitant est tenu, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 4.2.4.1 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2007 susvisé en assurant le traitement de ses eaux pluviales soit par des moyens internes soit par un tiers régulièrement autorisé à cet effet ou en cours d'obtention d'une telle autorisation (transmission d'un dossier de demande d'autorisation recevable).

Article 2- Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3- Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4- Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de Auby;
- du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de Auby et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par
délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO